

Mon parcours

Pendant trois ans, entre le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005, j'ai été plongé au cœur de la fabrique du discours politique comme « plume » (c'est-à-dire responsable des discours) de Jean-Pierre Raffarin. J'étais à Matignon ce 29 mai au soir, sonné comme tout le monde par le résultat du référendum et son ampleur, que je ne comprenais pas. Le résultat européen m'affectait d'autant plus que, produit d'une double culture, française et tunisienne, musulmane et protestante, l'Europe politique me paraissait être la synthèse nécessaire aux temps nouveaux. Ayant travaillé à la Commission quelques années auparavant, j'avais aimé le sentiment partagé par tous de bâtir cet « objet politique non identifié », nouvelle phase de l'histoire des nations, chère à Jacques Delors. Et j'avais été d'autant plus sensible à la capacité des Européens à construire ensemble l'instrument du dépassement de leurs divisions que j'avais découvert l'Europe après deux ans d'enseignement au Caire. En Égypte, j'avais goûté l'extraordinaire ébullition sociale d'une capitale toujours en mouvement et regretté une forme de fatalisme millénariste se traduisant par une idée simple, pour paraphraser Voltaire (*De l'horrible danger de la lecture*) : de l'horrible danger de la pensée. Du gouvernement aux Frères musulmans, tous les acteurs politiques n'avaient qu'un objectif : éviter la remise en question des dogmes sur lesquels ils prospéraient. L'ordre et la sécurité d'un côté, la religion de l'autre. Un ennemi bien commode était désigné : Israël. Mais la capacité de travail avec les autres pays arabes semblait se limiter – et encore ! – aux discours sur le voisin juif. Rien n'était conçu en commun et les égoïsmes nationaux prenaient toujours le pas sur l'intérêt collectif. Je venais donc d'un monde arabe uni par une même langue, une même structure sociale, une base anthropologique commune, une histoire à bien des égards semblable et qui, malgré tout, se divisait aussi profondément qu'il était possible. Et je trouvais à Bruxelles des nations séparées par des langues différentes, des religions différentes, des histoires différentes, des sociétés différentes, qui avaient, malgré tout, compris que l'union fait la force et que dépasser les intérêts particuliers permet, dans un monde ouvert, de renforcer sa puissance.

J'étais donc un européen. Ce tropisme avait favorisé ma rencontre avec Jean-Pierre Raffarin, dont la famille politique n'était pas *a priori* la mienne. Universitaire de formation, venu d'une famille française de gauche, je n'avais aucune raison de travailler « pour la droite ». Mais j'avais le sentiment profond de l'échec politique et intellectuel de la gauche et j'avais été intéressé par la campagne de Jacques Chirac en 1995. J'avais trouvé en celui qui, à la surprise générale, allait s'installer à Matignon quelques années plus tard, un humaniste attentif aux autres – caractéristique rare chez les responsables politiques qui ont plutôt tendance à s'aimer eux-mêmes dans le regard des autres –, une vision à long terme des problèmes notamment démographiques et l'absence totale de cet espèce de ressentiment que l'on trouve souvent chez les gens de droite. J'appréciais enfin sa capacité à ne pas prétendre savoir mieux que les Français ce qui est bon pour eux. Je travaillais donc à Matignon, ou plutôt j'y avais travaillé puisque, le résultat du référendum ayant été acté, Jean-Pierre Raffarin avait quitté Matignon. Il était temps de tenter de comprendre ce qui s'était passé.